

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var  
244 Avenue de l'Infanterie de Marine  
BP 50520  
83000 Toulon

Toulon, le 26/06/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **HUMO NATURE**

Chemin du Grand Pont, BP133  
83310 GRIMAUD

Références : D-UD83-2025-0203

Code AIOT : 0006412223

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/04/2025 dans l'établissement HUMO NATURE implanté chemin du grand pont 83310 Grimaud. L'inspection a été annoncée le 19/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection de ce jour fait suite à une plainte concernant des activités de stockage de bois et déchets inertes sur la parcelle AY73 ainsi qu'à la mise en demeure du 31/01/2018 de respecter les dispositions applicables à l'installation au titre de l'activité de compostage. Suite à cette mise en demeure, une visite d'inspection avait eu lieu le 24/11/2020 à l'issue de laquelle un projet d'arrêté préfectoral de suspension d'activité avait été proposé à Monsieur le Préfet.

Celui-ci a accordé une durée supplémentaire d'un an pour réaliser les travaux nécessaires avant la suspension de l'activité, au vu du retour à une situation de conformité pour les 5 des 7 articles rappelés par voie de mise en demeure (art.2.1.2, 3.5, 3.8, 3.9, 4.2 AMPG 12/07/11).

Le délai de réalisation pour les 2 derniers articles ( 2.1.1 et 5) était fixé au 31 mars 2021.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HUMO NATURE
- chemin du grand pont 83310 Grimaud
- Code AIOT : 0006412223
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HUMO NATURE présidée par la société TD développement dont le dirigeant est M Mignot Vincent exploite une plateforme de transit de déchets inertes (terres principalement) et de compostage de déchets verts, chemin du grand pont à GRIMAUD. L'exploitant réalise des activités de criblage des terres issues de ses chantiers puis les amende à partir de son compost pour obtenir de la terre végétale qu'il revend. L'exploitant dispose d'un récépissé de dépôt d'une déclaration en date du 03 juin 2016 obtenu après régularisation.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte
- Suite à mise en demeure

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Respect de la mise en demeure du 31/01/2018	AP de Mise en Demeure du 31/01/2018, article 1	Suspension, Astreinte	10 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article annexe R511-9	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative est régulière. Les activités exercées sur les parcelles AY73, 34, 35 et 40 ont fait l'objet d'un récépissé de déclaration du 03 juin 2016 .

L'arrêté de mise en demeure du 31 janvier 2018 n'est pas respecté, il est donc proposé des suites administratives à Monsieur le Préfet.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article annexe R511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubriques et régime de classement
<b>Prescription contrôlée :</b>  La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue le régime de classement répertorié à la

nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

- rubrique 2171 pour un volume de 500m<sup>3</sup>

2171	Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole Le dépôt étant supérieur à 200 m <sup>3</sup> .....	- D
------	---	--------

- rubrique 2515-1-c pour une puissance de 80kW

2515	1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW ..... b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW ..... 2. Installations de broyage, concassage, criblage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes extraits ou produits sur le site de l'installation, fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 350 kW ..... b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 350 kW .....	E D  E D
------	--	----------------------

- rubrique 2517-3 pour une surface de 9000m<sup>2</sup>

2517	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m <sup>2</sup> ..... 2. Supérieure à 5 000 m <sup>2</sup> , mais inférieure ou égale à 10 000 m <sup>2</sup> .....	E D
------	---	--------

- rubrique 2780-1-c pour une quantité de 15t/j

2780	Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation. 1. Compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires : a) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j ..... b) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/j et inférieure à 75 t/j ..... c) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 3 t/j et inférieure à 30 t/j ..... 2. Compostage de fraction fermentescible de déchets triés à la source ou sur site, de boues de station d'épuration des eaux urbaines, de boues de station d'épuration des eaux de papeteries, de boues de station d'épuration des eaux d'industries agroalimentaires, seuls ou en mélange avec des déchets admis dans une installation relevant de la rubrique 2780-1 : a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j ..... b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 20 t/j et inférieure à 75 t/j ..... c) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 2 t/j et inférieure à 20 t/j ..... 3. Compostage d'autres déchets : a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j ..... b) La quantité de matières traitées étant inférieure à 75 t/j .....	A E D  A E D  A E
------	--	--

## Constats :

Sous couvert du récépissé de déclaration du 03 juin 2016, la société HUMO NATURE exploite des installations relevant des rubriques 2171, 2515-1-c, 2517-3 et 2780-1-c de la nomenclature des installations classées .

La société HUMO NATURE réalise une activité de production de terre végétale qu'elle stocke sur son site en attente de commercialisation . Cette activité relève de la rubrique 2171 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, qui est visée au récépissé de déclaration du 03 juin 2016 délivré à la société HUMO NATURE.

Elle réalise aussi des activités de criblage des terres issues de ses chantiers. Cette activité relève de la rubrique 2515-1-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement . La puissance de l'installation est de 97kW (<200kW) ce qui correspond bien au régime de la déclaration visé dans le récépissé de déclaration du 03 juin 2016 précité.

Des activités de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes sont également réalisées. Cette activité relève de la rubrique 2517-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. La surface occupée par l'activité est d'environ 3000m<sup>2</sup>. Cette surface correspond au régime de déclaration visé dans le récépissé de

déclaration du 03 juin 2016 précité.

La société exploite également des installations de compostage de déchets verts. Cette activité relève de la rubrique 2780-1c de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle traite en moyenne 16,8 tonnes de déchets par jour ce qui correspond bien au régime de la déclaration visé par le récépissé de déclaration du 03 juin 2016 précité.

Enfin, une zone de stockage de déchets de bois bruts est présente sur la parcelle AY73. Ce bois est issu des propres chantiers de la société Humo Nature et ne contient pas de parties fines (feuilles, branches fines avec écorces...). Cette activité relève de la rubrique 2714 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. mais le seuil du régime de déclaration n'est pas atteint (volume inférieur à 100m<sup>3</sup>). Cette dernière activité n'est donc pas classée .

En conclusion et au regard des constats réalisés, les activités répertoriées au récépissé de déclaration du 03 juin 2016 délivré à la société Humo Nature sont effectivement exercées sur les parcelles AY73, 34, 35 et 40 de la commune de Grimaud.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Respect de la mise en demeure du 31/01/2018

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 31/01/2018, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect de la mise en demeure

### **Prescription contrôlée :**

La société HUMO NATURE du groupe DERBEZ, dont le siège social est situé route de Saint-Tropez - 504 RD61 - quartier Bertaud à Gassin, exploitant une installation de compostage de déchets verts dont la quantité de matières traitées est comprise entre 3 et 30 tonnes/jour, située chemin du Grand Pont à GRIMAUD, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à déclaration, sous la rubrique 2780, en particulier les articles suivants.

- Article 2.1.1 : en imperméabilisant et en équipant de façon à pouvoir recueillir les eaux de ruissellement y ayant transité, les jus et les éventuelles eaux de procédé des aires :

- de réception/tri/contrôle des matières entrantes,
- de stockage des matières entrantes,
- de préparation,
- de fermentation aérobie,
- de maturation,

dans le délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté. [...]

- Article 5 : en mettant en place les dispositifs et l'organisation nécessaires au prélèvement d'eaux ainsi qu'aux rejets d'eaux, dans le respect des valeurs limites stipulées à l'article 5.7 de l'arrêté ministériel du 12 juillet 2011, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

### **Constats :**

La mise en demeure du 31 janvier 2018 n'est pas respectée puisqu'il n'y a toujours pas de dispositif de collecte des eaux de procédés, que le sol au niveau de la zone de compostage n'est pas

imperméabilisé et qu'aucun dispositif de prélèvement/rejet d'eaux n'est mis en place. La société s'était pourtant engagée par courrier du 5 janvier 2021 à réaliser les travaux et avait demandé un délai supplémentaire pour les réaliser par courrier du 18 mars 2021. Des sanctions administratives sont proposées à Monsieur le Préfet.

Après l'inspection, l'exploitant nous a fourni un devis correspondant aux travaux à réaliser pour respecter les dispositions des articles 2.1.1 et 5 rappelés par l'arrêté préfectoral du 30/01/2018. Le montant total est estimé à 335 987€.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Suspension, Astreinte

**Proposition de délais :** 10 mois